

**UNE ANALYSE COMPARATIVE DES PERIODES DE POUVOIR
DE BOURGUIBA ET DE BEN ALI : DEUX REGIMES DIFFERENTS OU DEUX
VARIANTES D'UN MEME REGIME ?**

Sémi CHERIF

Une analyse comparative des périodes de pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali : deux régimes différents ou deux variantes d'un même régime ?

L'une des questions intéressantes qui mérite d'être analysée, et qui n'est pas sans conséquences sur la période à venir en termes de culture et de pratique politiques, est celle qui consiste à savoir si les périodes de Pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali correspondent à deux régimes politiques différents ou à deux variantes d'un même régime.

Bien évidemment, le cadre idoine pour aborder une telle question et lui donner sa pleine dimension serait la « nécessaire » relecture de l'histoire politique contemporaine de la société tunisienne dont certains éléments sont à rechercher dans les multiples témoignages de ceux qui l'ont vécu et qui sont en train de faire état de faits et d'éclairages allant jusqu'à remettre en cause, et d'une manière fondamentale, la présentation qui en est faite par ce qui est « communément » appelée « l'histoire du mouvement national ».

Toutefois, et sans prétendre l'avoir traité sous cet angle, une réflexion précédemment menée¹ nous conduit, en se focalisant fondamentalement sur la dimension politique du régime et ses dysfonctionnements majeurs, à conclure qu'il serait plus rigoureux de considérer les périodes de Pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali beaucoup plus comme deux variantes d'un même régime que comme deux régimes politiques différents.

Dans cet essai, nous allons essayer d'approfondir cet aspect pour apporter quelques éclairages sur certaines des dissimilitudes prévalant entre ces deux variantes qui tiennent dans une large mesure, à notre humble avis, à celles qui existent entre les deux hommes en termes de formation, d'itinéraire et d'expérience, notamment, dans le monde du Politique.

Bourguiba fortement imprégné par le modèle français de « l'Etat-Nation »...

Au lendemain de l'indépendance, le « projet de société » que Bourguiba a essayé de mettre en œuvre s'inspire, largement, du modèle français pour ne pas dire qu'il essaya de le reproduire à sa façon. Il s'agit du modèle gravitant autour de l'Etat-Nation et par lequel il était fortement imprégné.

Un Etat qui, dans ce modèle, construit la Nation, qui se situe au-dessus de toute forme de particularisme, à qui on doit allégeance et qui ne peut coexister avec aucune autre institution parallèle qui voudrait lui partager certaines de ses prérogatives y compris celles revêtant un caractère social.

C'est cette reproduction, mais adaptée à la réalité de la société tunisienne de l'époque et prenant en considération l'expérience observée par la Turquie de Kamel Atatürk, qui a servi en grande partie de soubassement à son action politique et à sa façon de la présenter dans ses discours.

C'est dans cette optique qu'il considérait que, après avoir été Le libérateur, il était Le Fondateur de l'Etat, Le Bâtitteur de la Nation Tunisienne, Le Concepteur et L'Artisan d'une transformation radicale de la société reposant sur une vision civilisationnelle – Bourguiba n'affirmait-il pas qu'il y aura l'après Bourguiba en Tunisie mais jamais l'après Bourguibisme ?, – prenant ses racines dans « Carthage

de Jugurtha » - Bourguiba n'aimait-il pas dire « je suis un Jugurtha qui a réussi » ?, – et son essence dans la modernité.

Une modernité s'appuyant sur la laïcité et une recomposition des équilibres sociaux dont l'un des vecteurs majeurs était « un nouveau statut de la femme » dans la société.

Dans sa conception des choses, pour ne pas dire sa présentation des choses, Bourguiba considérait, également, que la modernité n'est en rien antinomique avec la religion qui, toujours d'après lui, avait elle-même besoin d'un renouveau dans son rapport à l'individu et à la communauté et dont la sacralité ne pouvait être garantie qu'en la tenant « à distance » de l'univers du Politique et de toute action humaine s'y rapportant.

De l'échec de Bourguiba à concrétiser ce modèle à l'avènement de Ben Ali...

Tout en restant dans ce registre, la question qu'il y a lieu de se poser est de s'interroger si Bourguiba a été en mesure de doter la Tunisie de ce modèle s'articulant autour d'un Etat fort qui aurait trouvé sa pleine expression dans un fonctionnement reposant sur la primauté de la loi, l'indépendance de la justice, la consécration au niveau des textes et de la pratique du principe de la citoyenneté et l'émergence d'institutions forçant le respect par la transparence de leur action et la compétence de leurs dirigeants.

Pour y répondre on se contentera de faire observer que sa période, au sens purement « politique », a été celle :

- d'un régime politique ne reposant aucunement sur l'allégeance à l'Etat mais sur celle qu'on se devait d'avoir à la personne de Bourguiba avec toutes ses conséquences sur la vie publique et politique du pays,
- de l'institution de la Présidence à vie, de la vassalisation de la justice, de la mise en place des tribunaux d'exception et de l'instrumentalisation de l'Administration,
- de la répression et de la dictature politique, du pouvoir du Parti unique, des élections truquées, de l'aliénation des institutions de relais et de l'histoire déformée,
- de la normalisation du principe de l'existence d'un pouvoir « parallèle » et de la permissivité de son interférence devenant, dans bien des cas, excessive et déterminante dans la gestion des affaires de « l'Etat » et dont l'illustration la meilleure se retrouve dans le pouvoir détenu et exercé par l'ex-femme de Bourguiba²,
- du renforcement des particularismes de tous genres allant jusqu'au contrôle du Pouvoir politique par une région du pays dont l'appartenance a été érigée en un critère déterminant de l'accès aux hautes fonctions de l'Etat, du Gouvernement et de l'Administration,
- des choix économiques et sociaux non fondés notamment au cours des années 1970 ayant fait perdre au pays des opportunités certaines pour accélérer son développement et renforcer sa souveraineté.

Une analyse comparative des périodes de pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali : deux régimes différents ou deux variantes d'un même régime ?

C'est ce Bilan, qui était très présent dans la perception, et à des degrés divers, d'un très grand nombre de tunisiens, notamment, au cours de la dernière période du règne de Bourguiba, qui les a conduit à considérer, y compris par la quasi-totalité des forces politiques de l'époque, l'avènement de Ben Ali au Pouvoir comme une délivrance et un vecteur de salut pour la société tunisienne³.

Un Ben Ali incapable de transformer fondamentalement le modèle de son prédécesseur pour tenir compte des changements profonds ayant eu lieu et se dessinant au niveau du contexte international et national...

Pour un grand nombre de personnes s'intéressant à la vie politique tunisienne, l'un des challenges auquel était confronté Ben Ali au moment de son accession au Pouvoir était d'essayer d'adapter le régime en place⁴ aux évolutions du contexte national et international du fait que, fondamentalement, il ne pouvait qu'en être la continuité.

Cependant, ceci allait s'avérer un exercice d'autant plus difficile à réussir pour Ben Ali qu'il était, le moins qu'on puisse dire, mal outillé et mal doté en tant que personne pour saisir et faire face à la complexité de la situation dans laquelle il était et il allait être.

En effet, et s'agissant de l'international, celui qui a prévalu au temps de Bourguiba était principalement caractérisé par une bipolarité tranchée, des relations internationales essentiellement inter-étatiques, un idéologique propice au soutien, par différents vecteurs, des processus de développement nationaux centrés sur un rôle socioéconomique important de l' « agent » Etat.

C'était, par conséquent, un environnement relativement intelligible et plus « commode » à gérer que celui qui a commencé à se dessiner, à partir du début des années 1980, marqué par l'avènement d'un nouvel ordre international qui allait devenir extrêmement exigeant pour un pays comme la Tunisie en termes de valeurs, de capacité institutionnelle, de compétence et de gestion pour pouvoir espérer stratégiquement s'y adapter et se procurer une marge de manœuvre l'autorisant à défendre, autant que possible, ses intérêts.

Pour ce qui est du contexte dans sa dimension nationale, parmi les changements qui méritent d'être relevés, il convient, d'abord, de citer celui qui est en rapport avec ce besoin vital du système de contrôler la « réalité » en mettant, notamment, sous son emprise sa dimension socio-économique et, par conséquent, politique.

Un contrôle qui, à défaut d'y mettre fin comme il aurait été souhaitable de le faire, ne pouvait plus être atteint et s'exercer de la même manière entre les deux périodes Bourguiba et Ben Ali.

Il est à rappeler que cette dimension est d'autant plus importante qu'on est en présence d'un système qui considère que son Pouvoir et sa longévité dépendent de sa capacité à contrôler le vécu quotidien des gens et à leur faire comprendre que leurs intérêts en tant que personnes et catégories sociales relèvent directement de

son « bon vouloir » et est une fonction croissante de leur allégeance, en premier lieu, à son « Chef ».

De là, il est à faire observer que, au cours de la période Bourguiba, l'économie administrée rendait ce contrôle plus « facile » à exercer puisque l'Etat, par le truchement du secteur public, dominait les activités de production, d'investissement, de créations d'emploi, et était pratiquement « Le Prestataire » de services sociaux telles que l'éducation et la santé.

Ce contrôle presque parfait de la réalité socio-économique, lui conférant un rôle déterminant dans la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la population et dans la gestion des ambitions de ses élites, donnait une grande latitude au système pour gérer à sa convenance la vie publique et politique du pays.

Cette logique, sous-tendant le fonctionnement politique du système, allait être ébranlée du fait que l'arrivée de Ben Ali au Pouvoir allait s'accompagner de la « nécessité » de libéraliser l'économie impliquant une redistribution des rôles entre les secteurs public et privé.

Du coup, le système se trouvait devant une situation nouvelle où il ne pouvait plus s'adosser sur sa « main mise » sur le vécu quotidien des gens et sur son « monopole » quasi-total de la gestion de leurs attentes et de leurs besoins dont la satisfaction était « monnayée » comme contrepartie de leur allégeance et de leur non remise en cause du système.

Le Pouvoir était censé chercher et se doter d'une nouvelle matrice de contrôle où, toutes choses égales par ailleurs, il ne pouvait plus compter, pour ce faire, sur le rôle de l'Etat au niveau de l'économie appelé à passer, quand bien même progressivement, dans les mains du Privé.

A ce niveau, il nous semble opportun d'apporter un éclairage qui pourrait s'écarter de ce qui est communément pensé par les tunisiens sur un aspect qui nous semble mériter une attention particulière quand il s'agit d'analyser la période Ben Ali.

Nous demeurons convaincus, à l'opposé de ce qui est véhiculé, que le contrôle de la famille de Ben Ali sur l'économie tunisienne n'obéissait pas qu'à une motivation « pécuniaire et financière » ayant pour objet l'enrichissement de ses membres.

En effet, nous considérons qu'il faut voir également, du moins dans ses étapes premières⁵, dans ce qui allait être de plus en plus perçu par les tunisiens comme étant le « laissez faire » conféré par Ben Ali à sa famille dans le monde des affaires, une réponse au besoin du Politique de continuer à contrôler la réalité par le socio-économique dans une dynamique où il ne pouvait plus compter, pour ce faire, sur le rôle économique de l'agent « Etat » appelé à s'affaiblir dans une économie de plus en plus libéralisée.

En d'autres termes, c'est l'instrumentalisation de ce « laissez-faire », devant accompagner ce qui était fait au plan du politico-sécuritaire, qui était censé permettre au système de contrôler la vie publique dans sa totalité.

Une analyse comparative des périodes de pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali : deux régimes différents ou deux variantes d'un même régime ?

Le « Général » Ben Ali, « dispensé » de la formation « dispensée » dans les écoles et autres académies militaires spécialisées au profit d'une « formation sur le tas », particulièrement, dans le renseignement militaire dans sa version primaire, pensait sans doute que de la sorte, avec ce « rôle » affecté à sa famille, il était à même de contrôler l'ensemble du « théâtre des opérations ».

C'est, d'ailleurs, cette « culture » qui explique dans une large mesure son rapport à ses Ministres qui n'en étaient en rien perçus en tant que tels, mais qu'il considérait plutôt comme des « officiers » dont il disposait pour pouvoir mettre en œuvre le « plan d'action » qu'il avait retenu pour atteindre ses objectifs.

C'est à cette logique que répond, au cours de son « règne », le fonctionnement observé par le Gouvernement avec des Ministres appelés à « se présenter » en moyenne une fois par semaine au « Quartier Général », en l'occurrence à la Présidence, pour rendre compte dans des réunions, à savoir les Conseils Ministériels Restreints, de l'état d'avancement de la « Mission » dont ils avaient la charge.

Lors de ces réunions, le Ministre devait surtout faire état de discipline, dans son sens militaire, et ce en se contentant, s'il n'est pas en charge de la présentation du thème de la réunion, de donner ses observations si la parole lui était donnée et son avis s'il était demandé en étant très précis et surtout « très concret » et d'être prêt à recevoir, le cas échéant, ses nouvelles instructions devant ajuster soit sa mission soit son comportement dans la conduite de cette mission.

C'est ce qui explique, un fait connu et reconnu par la sphère « politique » lors de cette période, que le Ministre, qui voulait accroître la probabilité de rester le plus longtemps possible en poste et ne pas s'attirer le courroux du « Général-Président », devait montrer qu'il avait bien saisi et intériorisé son rapport à son « supérieur hiérarchique » tel qu'il est appréhendé dans la sphère du militaire et non du politique.

Le « Je » distinguant, traditionnellement, le comportement d'un Ministre n'avait pas lieu d'être et pour être Ministre dans cette configuration, il fallait tout simplement accepter de ne pas en être un dans le sens politique du terme⁶.

Enfin, la période de Pouvoir de Ben Ali est à considérer comme une « variante malvenue » du régime de Bourguiba...

Par conséquent, et en considérant que Ben Ali n'a pu aucunement transformer fondamentalement le régime qu'il a hérité rien que pour s'adapter aux changements profonds survenus à l'échelle internationale et leurs implications sur la capacité du système à y faire face dans la gestion du local, ce sont les grandes dissimilitudes personnelles entre les deux hommes en termes de savoir et de savoir-faire politique, qui ont fini par faire de la période du Pouvoir de Ben Ali une « variante malvenue » du régime de Bourguiba.

Ces dissimilitudes n'ont pas manqué d'affecter le rapport des deux hommes à, pratiquement, tous les domaines du Politique et, surtout, de se matérialiser par des

réponses différentes sur des aspects dont dépendait, pourtant, la survie du régime dont il est à citer : la légitimité, les menaces au régime, les crises, le clientélisme et autres.

Le rapport à la légitimité et à l'histoire

Une des dissemblances les plus importantes entre Bourguiba et Ben Ali, pouvant expliquer dans une large mesure leur rapport au politique et sa gestion, pourrait être recherchée dans leur degré de confiance dans leur légitimité, voire en eux-mêmes.

Il est à faire observer sur ce point, comme nous l'avons évoqué dans ce qui précède, que Bourguiba se faisait prévaloir de plusieurs légitimités, à savoir celle du libérateur, du bâtisseur de la Nation, de concepteur et de fondateur de l' « Etat moderne ».

Par conséquent, et en tant que « Père de la Nation », il considérait que le peuple ne pouvait que lui être reconnaissant, redevable qu'il lui était ; Une nation qui, pour Bourguiba, devait montrer qu'elle le méritait en tant que « Kaed el jihadeïne »⁷ et qui ne pouvait aller aux urnes que pour le plébisciter⁸.

C'est la quête de ce « type » de légitimité et de son rôle dans la légitimation de celui qui en est détenteur et de son Pouvoir que n'a cessé de chercher à reproduire Ben Ali. C'est dans cette optique que, tour à tour, il a essayé de s'appuyer sur :

- la légitimité du sauveur,
- une « formulation » bien déterminée de la légitimité historique en « s'inscrivant » dans cette lignée d'artisans de l'histoire de la Tunisie devant lui permettre entre autres de relativiser le rôle de son prédécesseur et sa contribution,
- et, finalement, sur une sorte de légitimité socioéconomique qui voudrait qu'il soit considéré comme étant celui qui a permis à la Tunisie de quitter le sous-développement pour devenir un pays émergent.

Ce rapport ambigu et inconfortable à Bourguiba, à la période de Pouvoir de Bourguiba et, en quelque sorte, à la présence de Bourguiba dans la mémoire des tunisiens a certainement pesé sur la façon de faire de Ben Ali et de gérer son rapport au Politique comme le prouve d'une manière explicite, si besoin est, sa gestion des funérailles de Bourguiba.

Dans le même ordre d'idées, et d'une manière plus générale, on ne peut ne pas relever la grande différence prévalant entre les deux hommes quant à l'importance relative qu'accordait chacun d'eux à leur rapport à l'histoire.

A la différence de Ben Ali, Bourguiba a toujours accordé une attention de premier ordre à cette dimension. Toute son action ne peut être comprise et analysée si compte n'est pas tenu du fait que l'une de ses préoccupations majeures a toujours été ce rapport à l'histoire et ce qu'il voulait qu'elle retienne quant à son rôle politique et à son œuvre.

Une analyse comparative des périodes de pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali : deux régimes différents ou deux variantes d'un même régime ?

Appréciation et gestion de la menace

Bourguiba savait, en tant que politique, qu'il se devait d'avoir une « bonne » appréciation des menaces et des risques encourus par le régime et qu'il devait avoir une utilisation subtile et intelligente de l'appareil répressif et coercitif pour éviter, surtout, que le régime n'apparaisse comme fortement dépendant de leur mise à contribution pour assurer sa stabilité et sa survie.

En effet, et même s'il s'en est souvent écarté, Bourguiba considérait, et à la différence de Ben Ali, qu'à tout problème politique la solution ne peut être que politique et qu'il ne faut faire appel à l'appareil répressif, et à l'appareil judiciaire, que pour rétablir les rapports de force en faveur de son régime, voire de sa personne, et se procurer une marge de manœuvre plus « consistante » dans la gestion de ses opposants.

De ce fait, Bourguiba, à la différence de son successeur, avait une approche et une pratique différentes de la gestion des contradictions du système qui était à la fois plus souples mais plus fermes avec pour critère déterminant de ne « tolérer » que les contradictions qu'il percevait comme secondaires ; celles qui ne remettaient pas en question ni sa légitimité de « Chef » incontesté ni celle de son régime.

L'approche de Ben Ali en la matière était toute à fait autre. Elle ne prévoyait pas dans sa logique une appréciation nuancée et graduelle de la contradiction. Elle laissait entrevoir dans sa mise en œuvre que le système ne pouvait s'accommoder d'aucune contradiction et ne pouvait in fine ne compter que sur le tout sécuritaire.

Toute « opposition », aussi modeste soit-elle, était vécue comme une source de menace réelle qui devait être traitée avec deux solutions possibles et envisageables soit l'éradication, soit la reddition.

C'est, également, cette méconnaissance des fondamentaux du régime conçu et mis en place par son prédécesseur et de ses exigences, pour ne pas dire cette « incompétence » au niveau du Politique, qu'on retrouve dans la façon de Ben Ali de percevoir son rapport à l'environnement politique ; un rapport laissant entrevoir qu'il est, dans une large mesure, basé sur la suspicion pouvant s'expliquer, en partie, par sa « trajectoire » qui a été sans aucun doute fortement influencée par son expérience professionnelle.

Ce n'est que dans ce cadre qu'on peut essayer de comprendre qu'il s'est évertué, à l'opposé de ce que fait un politique habituellement dans pareilles situations, à vouloir surprendre son environnement par le contenu de ses décisions, leur timing, à entretenir et à cultiver le doute quant à ses intentions et son action.

Sa façon de faire et d'être faisaient ressortir qu'il considérait que sa capacité à gérer le système dépendait de sa capacité à lui être imprévisible et inintelligible utilisant pour ce faire l'information dont la manipulation a été érigée en instrument clé de la viabilité du régime.

De ce fait, elle avait pour principale mission, quitte à faire appel à la désinformation, d'assurer au régime la gestion de l' « Autre », notamment, par une

politique propagandiste allant jusqu'à la mise à contribution d'un renversement de la causalité entre la réalité et l'image qui en est présentée.

Gestion du clientélisme et des crises

Bourguiba, donnant toute son importance à cette exigence du fonctionnement de son régime et de sa survie, s'est doté d'un système relativement cohérent confiant à l'Administration et au Parti, dans le cadre d'une complémentarité des rôles et de synergies bien « huilées », la « responsabilité » de gérer et d'entretenir une dynamique clientélaire garantissant l'allégeance systématique à sa personne de tous ceux qui voulaient en profiter.

Toujours en mettant à contribution ces deux institutions et en faisant de telle sorte de garder d'une manière évolutive et bien dosée la « bonne » distance par rapport au fonctionnement direct du système, Bourguiba a su se préserver et conférer à son régime une capacité appréciable de gestion des crises en désignant, à chaque fois que le besoin se faisait sentir, un et/ou des « fusibles » pour désamorcer des situations difficiles et donner un second souffle à son régime⁹.

Sur cet aspect également, Ben Ali a fait preuve d'une méconnaissance relativement notable de cette exigence de fonctionnement d'un système politique, et plus particulièrement de celui qui a été confectionné par son prédécesseur.

La désubstantialisation de l'Administration et de son rôle, l'incohérence de sa relation au Parti par rapport à celle qu'avait établie son prédécesseur, l'implication directe et systématique de sa personne dans la vie publique ont, et à défaut d'avoir changé fondamentalement de régime, non seulement largement affecté la capacité du système à gérer les crises mais aussi ont fait de Ben Ali, avec le temps, le seul fusible du système.

Rapport à l'international

Pour un pays comme la Tunisie, et beaucoup plus au temps de Ben Ali que celui de Bourguiba, une bonne lecture de l'environnement international et une analyse approfondie de la dynamique découlant des stratégies des acteurs dominants, de leurs intérêts et des rapports de force qui en découlent sont autant d'ingrédients dont il faut tenir compte pour déterminer les marges de manœuvre réelles dont on dispose pour gérer la réalité dans sa double dimension nationale et internationale.

Concernant cet aspect, il y va sans dire que Bourguiba avait une bonne lecture de l'environnement international prévalant à son époque, de ses équilibres et de ses enjeux. Ceci s'explique, entre autres, par une compréhension remarquable de l'« Occident », de sa culture, de ses visions, de ses intérêts stratégiques et de la façon de se mouvoir de ses acteurs dominants.

De ce fait, il a su entretenir un rapport à l'étranger qui a été sur une longue période, le moins qu'on puisse dire, d'un grand soutien à son régime, notamment, en se présentant comme étant le concepteur et l'artisan d'un régime qui pourrait servir de référence en termes de « modernité » et d'« ouverture civilisationnelle » sur le monde occidental pour un monde arabe « souffrant » encore d'une

Une analyse comparative des périodes de pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali : deux régimes différents ou deux variantes d'un même régime ?

conception « traditionnaliste » de la société et dirigé par des militaires et des monarchies.

Ben Ali, sur cet aspect aussi, a fait état d'une compréhension très insuffisante de la dynamique internationale et de l'évolution des stratégies des acteurs dominants, y compris dans leur dimension régionale, pour préserver leurs intérêts.

Il a eu tort de penser qu'il pouvait compter sur un appui continu de l'international juste en souscrivant, comme beaucoup d'autres Présidents « évacués » par le printemps arabe, à la « normalisation » explicite ou implicite, au maintien de la mouvance islamique en dehors de l'équation politique tout en surestimant le poids des témoignages internationaux de « circonstance », issus dans bien des cas de « requêtes intérieures », comme garantie irréversible de la longévité et de la survie de son pouvoir.

Pour conclure, la Tunisie a besoin aujourd'hui d'une véritable rupture avec ce régime et ses deux variantes...

Dans cet essai, notre propos n'était nullement de défendre une variante par rapport à l'autre ou encore de se livrer à une analyse comparative des mérites des deux ex-Présidents de la Tunisie d'avant le 14 janvier 2011. Il s'inscrit dans une réflexion plus globale qui a pour principal objet d'apporter des éclairages et des enseignements, aussi modestes soient-ils, pouvant alimenter le diagnostic que la Tunisie se doit de faire de cette période.

Par ailleurs, et en considérant que le propre d'une révolution est de permettre au peuple qui en est l'artisan de rompre avec un passé qu'il réprouve et que cette rupture constitue la base objective du projet qu'il ambitionne, nous avons essayé, dans ce qui précède, de montrer que, dans cette perspective, le peuple tunisien se doit, pour ce faire, de rompre avec l'ancien régime et ses deux variantes.

Notes

¹ Voir pour plus de détails « Le régime politique en Tunisie de 1957 à 2011 : Eléments de diagnostic et quelques éclairages sur ses dysfonctionnements majeurs », *Réflexion* n.1, Centre de Tunis de la Réflexion Stratégique, Octobre 2013.

² En l'occurrence, la deuxième femme de Feu Monsieur le Président Habib Bourguiba, Madame Wassila Bourguiba.

³ Mr Hédi Baccouche, qui a occupé des responsabilités importantes avant et après 1987, avait souvent affirmé que « Ben Ali a à la fois sauvé la Tunisie de Bourguiba mais aussi Bourguiba de Bourguiba ».

⁴ Ben Ali ne pouvait procéder, et ce pour plusieurs considérations, à un « changement » profond du régime en place et encore moins constituer une rupture avec celui-ci.

⁵ Une motivation qui est devenue plus « criarde » avec l'arrivée de sa belle-famille à partir du début des années 2000.

⁶ Un aspect qui s'est certainement amplifié avec l'avènement de Monsieur Mohamed Ghannouchi comme Premier Ministre.

⁷ Le leader des deux « Jihads », des deux luttes à savoir l'indépendance et le développement.

⁸ Cette conviction de Bourguiba quant au rapport qu'il avait au peuple trouvait son illustration dans la nature du dispositif de sécurité mis en œuvre quand il avait à être en contact avec le peuple et qui était à l'antipode de celui qui s'organisait autour de Ben Ali.

⁹ Ceci a été, notamment, le cas jusqu'au tout début des années 1980.

Qui sommes-nous ?

Le *Centre de Tunis de la Réflexion Stratégique* a pour motivation première de participer au développement de *la vision stratégique* dont le pays a besoin, une vision devant lui conférer la capacité d'apprécier d'une manière plus rigoureuse le spectre des possibles qui lui est offert et de fournir aux différents acteurs des éclairages les aidant à rationaliser davantage leurs décisions en tenant, notamment, compte en amont et en aval de leur dimension stratégique.

La *Réflexion* du CTRS

Cette publication propose de nouvelles grilles de lecture et de paradigmes autorisant une meilleure compréhension et une prise en charge plus adaptée des intérêts des parties impliquées dans la prise de décision à différents niveaux. Ce faisant, elle ambitionne de fournir les éléments nécessaires pour une meilleure visibilité et une intelligibilité plus conséquente d'un environnement devenant de plus en plus complexe et plus instable aussi bien sur le plan international que régional.

A propos de l'auteur

Sémi Cherif est le président du C.T.R.S. Diplômé de l'Université de Sorbonne (Doctorat d'Economie et Maîtrise de Sciences Politiques) ainsi que de l'Institut de Défense Nationale de Tunis, Sémi Cherif possède une riche carrière d'universitaire et de haut cadre dans la fonction publique. Ses champs d'intérêt couvrent un large éventail de thématiques : questions macroéconomiques et sectorielles, politique économique et compétitivité, politique de l'emploi, politique de lutte contre la pauvreté, économie internationale, analyse prospective, stratégie et relations internationales.